

Des chercheurs de l'Université de Fribourg ont enquêté sur les affaires sexuelles de Saint-Maurice

# Abus banalisés à l'abbaye

« PIERRE-ANDRÉ SIEBER

**Eglise** » Après une année de travail, l'enquête pilotée par le procureur du canton de Neuchâtel Pierre Aubert sur les abus sexuels à l'abbaye de Saint-Maurice en Valais est bouclée. Ce rapport établit peu de faits nouveaux mais met en lumière les mécanismes qui ont amené l'institution à protéger sa réputation au détriment des victimes.

Soixante-quatre personnes ont répondu à l'appel à témoins lancé au début des investigations. Cinquante-sept témoignages ont été retenus selon le groupe de travail organisé autour du Département d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, avec la professeure émérite Anne-Françoise Praz et Stéphanie Roulin, enseignante-chercheuse. Vingt-quatre ecclésiastiques, soit tous les chanoines encore présents à Saint-Maurice sauf un, ont été auditionnés.

**«La gestion des signalements a été déficiente, c'est le moins qu'on puisse dire»** Stéphanie Roulin

Les recherches ont ainsi révélé «différentes situations de violences sexuelles» avérées pour la période examinée, de 1960 à 2024. Des situations qui incluent des abus jugés par les justices civile et ecclésiastique, des abus présumés, des violences ressenties, mais non pénalement qualifiées. Le rapport y ajoute des faits dénoncés, mais n'ayant pas fait l'objet d'une action pénale ou ayant été classés.

Le groupe de travail a identifié 67 situations ayant touché au moins 68 personnes (dont 57 étaient mineures au moment des faits), attribuées à 30 hommes adultes, résidents ou incardinés à l'abbaye de



Le procureur du canton de Neuchâtel, Pierre Aubert, a été épaulé par des chercheurs en histoire de l'Université de Fribourg: 67 cas problématiques découverts entre 1960 et 2024. Keystone

Saint-Maurice. Ces situations vont de gestes ou de paroles avec des sous-entendus sexuels dans un rapport d'autorité à la fellation et au viol en passant par l'exposition à des images pédopornographiques.

Sur l'ensemble des situations rapportées, seules deux ont été traitées par la justice pénale au moment des faits. Deux autres par une enquête canonique. En revanche, presque l'ensemble des situations ont été rapportées au Ministère public du canton du Valais à la fin de l'année 2023 et au début 2024, à la suite de la diffusion de *Mise au Point* qui a révélé l'affaire.

## Actes camouflés

Les archives de l'abbaye ont révélé quatre situations nouvelles traitées par la justice civile ou canonique autres que celles issues des témoignages. En revanche, les experts n'ont trouvé

aucune trace d'événements n'ayant pas fait l'objet d'une procédure judiciaire. Aucune situation pouvant faire l'objet d'une dénonciation à la justice, du fait de sa qualification pénale ou de sa non-prescription, n'a été relevée.

Les membres du groupe de travail n'excluent cependant pas que d'autres affaires puissent sortir dans le sillage de la publication du rapport, comme cela arrive souvent.

Ils mettent également en avant le fait que certaines situations découvertes dans les archives sont difficiles à qualifier tant les termes sont «euphémisés». On y parle en effet fréquemment de «situation pénible» ou «douloureuse», ou «d'immaturité affective», sans que l'on sache à quoi cela a pu faire exactement référence.

Cette tendance à «l'euphémisation» est l'un des mécanismes

systémiques identifiés dans l'étude ayant été utilisés pour camoufler les actes des chanoines incriminés et les banaliser.

## Prédateurs déplacés

«La gestion des signalements a été déficiente, c'est le moins qu'on puisse dire», lance l'historienne Stéphanie Roulin, membre du groupe de travail. Les chercheurs ont ainsi retrouvé «des attitudes récurrentes relevant d'une posture défensive visant d'abord à protéger la réputation de l'abbaye».

Les experts ont examiné la réponse des autorités de l'abbaye face aux soupçons d'abus au regard des trois derniers abbatiats (Henri Salina: 1970-1999; Joseph Roduit: 1999-2015; Jean Scarcella: dès 2015). Ils mettent en exergue différentes attitudes problématiques dans ce domaine, notamment un épisode s'étant produit au début des années

1970. Malgré qu'Henri Salina ait eu connaissance de la condamnation d'un chanoine enseignant pour outrage à la pudeur, l'abbé s'était contenté de le déplacer dans un autre collège, sans aucune mesure pour l'encadrer ou assurer la sécurité des élèves. Dans cet autre établissement, le chanoine avait commis de nouveaux abus sexuels.

## Tabou sexuel

Des réactions à mettre dans le contexte général de l'institution. L'étude fait le constat d'une «vie communautaire insuffisante» et d'une «mauvaise circulation des informations à l'interne».

La position officielle de l'Église sur la sexualité est épinglée. «En entravant tout débat ou toute flexibilisation de ses règles, en tolérant que les chanoines vivent leur sexualité à condition de rester discrets,

l'abbaye et plus généralement l'Église, n'ont-elles pas entretenu la confusion entre «libertinage» et violences sexuelles, occultant la gravité de celles-ci?» s'interroge le rapport.

Les experts relèvent également «l'absence de cadrage et de réflexion autour de la relation pédagogique et du degré de proximité» avec les étudiants. Une lacune qui a mené à ce que des adolescentes, dans la période 1979-1985, se trouvent engagées dans des relations amoureuses ou sexuelles avec des chanoines, dans le cadre de retraites ou de sorties en montagne.

«Ce rapport est un choc, il dévoile une page d'histoire ignorée et tue de l'abbaye, à laquelle nous nous sommes dérobés. Nous avons détourné le regard», a déclaré le chanoine Antoine Salina, lors de la conférence de presse tenue vendredi. » AVEC CATH.CH

## Investissements massifs à Bâle

**Agglomération** » Les représentants de la région trinitaire de Bâle ont déposé vendredi le cinquième programme d'agglomération bâlois auprès de l'Office fédéral du développement territorial. Il comprend des projets de 2,86 milliards de francs auxquels la Confédération est appelée à participer.

Près d'une centaine de projets doivent être lancés entre 2028 et 2032 déjà, a annoncé Agglo Basel, l'association porteuse du programme. Ils comprennent notamment de nouvelles stations de RER.

A un horizon plus lointain, le programme prévoit le développement du réseau de tram, notamment vers la France. » ATS

## Le Conseil fédéral met la pression sur Allseas

**Océans** » Le gouvernement met en garde «toutes les entreprises suisses ou avec un siège en Suisse» contre des activités illicites.

Visé cette semaine par une action de vandalisme revendiquée par le mouvement Grondements des Terres, le géant de l'ingénierie maritime Allseas se retrouve dans le viseur du Conseil fédéral. Dans une réponse à une question urgente du conseiller national Raphaël Mahaim, le gouvernement rappelle vendredi son soutien à un moratoire sur l'exploitation commerciale de la zone internationale des fonds marins.

Pour rappel, un décret signé par le président Donald Trump a ouvert une brèche dans laquelle s'est engouffrée la société canadienne The Metals Company, qui utilise Allseas comme sous-

traitant pour ses bateaux et sa technologie. Sans nommer directement l'entreprise basée à Châtel-Saint-Denis, le Conseil fédéral relève l'importance de suspendre toute exploitation jusqu'à ce que l'on dispose de meilleures connaissances scientifiques, pour éviter les risques et impacts environnementaux «potentiellement irréversibles».

Le Conseil fédéral temporise dans un premier temps, précisant qu'aucune exploitation commerciale n'a débuté à ce jour, et que ni l'ONU (via l'AIFM, son Autorité internationale des fonds marins) ni les autorités américaines n'ont délivré d'autorisation en ce sens. Mais, en plus de suivre «attentivement l'évolution de la situation», il souligne que toute éventuelle autorisation en dehors du cadre multilatéral par un Etat non-partie à la convention

sur le droit de la mer – en l'occurrence les Etats-Unis, qui ne reconnaissent pas l'AIFM – contreviendrait au droit international.

**En plus d'exprimer** cette position dans les enceintes appropriées», le Conseil fédéral compte faire de la prévention active sur son sol, précise-t-il vendredi. Il va «sensibiliser les entreprises suisses aux enjeux liés à la durabilité, à la gouvernance des océans et au respect du droit applicable, y compris les normes internationales pertinentes» et attend des firmes établies ou actives en Suisse qu'elles «assument leurs responsabilités». «Il s'agit de prêter attention aux attentes de la société qui peuvent aller au-delà des obligations juridiques», poursuit le Conseil fédéral dans sa réponse écrite.

Difficile de ne pas y percevoir un avertissement direct envers Allseas, groupe néerlandais avec un siège social en Suisse. Relais bernois du mouvement international de la défense des fonds marins, qui a notamment mobilisé la figure écologique française Hugo Clément, Raphaël Mahaim est satisfait de la teneur de la réponse du Conseil fédéral. «Ce rappel très clair du droit international met une forte pression sur Allseas: impossible pour l'entreprise de plaider la méconnaissance de cause», souligne le conseiller national Vert.

Mais le Vaudois appelle de ses vœux une démarche encore plus directe. «Le Gouvernement néerlandais envisage de contacter Allseas pour décourager l'entreprise de se lancer dans un tel projet. J'espère que le Conseil fédéral en fera de même.» » ADRIEN SCHNARREMBERGER